

Célébration de la fête du Travail, hier Les travailleurs dans tous leurs atours



Avant le défilé, le Premier ministre, comme la ministre du Travail (en rouge), a procédé à la décoration des agents méritants.



Un aperçu des officiels sur le 1er-Mai, hier au boulevard Triomphal.

F.B.E.M
Libreville/Gabon

Ni la fine pluie du matin, ni la longue attente précédant le début des festivités n'aura entamé l'ardeur des travailleurs du Gabon à célébrer la fête du Travail, hier 1er mai, sous le thème "La cohésion sociale et la promotion de l'emploi".

Issus de tous les secteurs (public, privé, parapublic), ces agents ont encore été nombreux à défiler au boulevard Triomphal Omar Bongo, pour le cas de Libreville, après la cérémonie protocolaire marquée par les décorations et la lecture du manifeste.

Dans la tribune officielle, il y avait le chef du gouvernement, Emmanuel Issozet Ngondet, et les membres de son équipe, dont la ministre du Travail, Carmen



Le passage du groupe scolaire Bambino-Village.

Ndaot. Mais aussi, le gouverneur de l'Estuaire, Denis Diderot Moutsinga Kebila, des responsables d'institutions constitutionnelles, les maires des communes de Libreville, d'Owendo et d'Akanda, des employeurs et des leaders syndicaux. La population n'était pas en reste. C'est la Confédération syndicale des travailleurs qui a ouvert le défilé du 1er-Mai,

suivie par les autres syndicats d'entreprises (Smag, CNSS, Foberd Gabon, Gabon Meca, SGS, Gsez et Gabon Telecom). Le Syndicat du ministère du Travail a fermé le peloton. Ce défilé a duré deux heures d'horloge et a connu quelques passages un peu plus marquants que d'autres. Le cas des enthousiastes agents du groupe "Prix import". Ou



La Confédération syndicale des travailleurs a ouvert le défilé.

du personnel de "Bambino Village". Sa forte et enjouée colonie féminine a arraché des salves d'applaudissements à son passage. L'importante mobilisation de Sobraga, BgfiBang, CNAMGS et autres Gabon Télécom a également marqué le public. Il y avait aussi ces travailleurs dont le défilé a servi à faire entendre les revendications professionnelles.

Le cas des agents de "Gabon Télévisions" qui, brassard rouges autour des bras, n'ont pas manqué de rappeler à leur ministre de tutelle - présent à tribune - qu'ils étaient en grève. Enfin, cette étape a permis à certaines entreprises de mieux se faire connaître du public. L'on pourrait citer, entre autres, des entités telles que "Gim Gabon", ou "Gabon wood industries",

toutes situées à la Zone économique à régime privilégié de Nkok, et qui font respectivement dans la fabrication du gaz industriel et médical, et dans la confection de meubles en bois.

Mais de manière générale, le défilé d'hier est resté dans la droite ligne de la célébration festive, par les masses laborieuses, d'un jour qui leur est dédié. Cette date consacre, pour rappel, le combat du mouvement ouvrier de 1886, au Etats-unis d'Amérique, et qui a abouti à l'adoption de la journée de travail à 8 heures. Le 1er mai est, depuis lors, institué comme "un jour de lutte" pour les travailleurs, en même temps que ce jour est désormais férié dans de nombreux pays à travers le monde, dont au Gabon.

Fête du 1er-Mai hier/Lecture du manifeste des travailleurs par le président de l'Usap Fridolin Mve Messa : "Nous nourrissons l'espoir de voir le gouvernement prendre en considération nos préoccupations"

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Pour lui, les mauvaises conditions de vie et de travail actuelles sont à l'origine de la fronde sociale dans la quasi-totalité des secteurs d'activité.

« POUR les travailleurs du Gabon, le 1er mai 2018 ne peut donc pas revêtir ce caractère festif et de totale réjouissance, au regard de l'environnement actuel, marqué par des effets dévastateurs de la crise économique qui frappe notre pays et qui altère le climat social. La gravité de celle-ci n'est donc pas à sous-estimer, car il ne se passe plus de jour sans qu'un nouveau secteur ne soit menacé par des grèves et des blocages divers », s'est exprimé, hier, Fridolin Mve Messa, président de l'Union des syndi-

cats de l'administration publique et parapublique (Usap), faisant lecture du manifeste des dix-sept centrales syndicales des travailleurs lors du défilé du 1er-Mai à Libreville. Nul n'est besoin, a-t-il souligné, de décrire la situation précaire dans laquelle sont plongées actuellement de nombreuses familles gabonaises, en raison des licenciements massifs, pour motifs économiques, enregistrés ici et là, notamment dans le secteur pétrolier. « Les travailleurs du Gabon vivent désormais dans la hantise et la peur du lendemain. Le chômage tue et tuera toujours si des mesures précises et adaptées, préalablement discutées entre les trois partenaires (État-patronat-travailleurs), ne sont prises pour l'atténuer dans des proportions raisonnables », a-t-il ajouté. Les mauvaises conditions



Fridolin Mve Messa : "Cette situation de précarité vécue par les travailleurs est loin de coller avec la vision de l'OIT".

de vie et de travail actuelles sont à l'origine de la fronde sociale dans la quasi-totalité des secteurs

d'activité ces dernières années. Cette situation de précarité est loin, selon lui, de coller avec la vision de

l'OIT (Organisation internationale du travail) qui milite pour "un travail décent et digne".

DIALOGUE • Si des efforts sont relevés à la Fonction publique par la mise en œuvre du dialogue social, le cadre de travail est, par contre, loin d'être des plus innovants. Car, le gel de la formation initiale et verticale, la mauvaise utilisation des ressources humaines, l'absence de perfectionnement, le manque de matériel, bureaux et de véhicules de liaison, etc., assombrissent davantage la situation.

« Par ailleurs, les droits des travailleurs sont violés au quotidien, du fait de nombreuses atteintes au Code du travail, au Statut général de la Fonction publique et au non respect des conventions collectives. Des sanctions arbitraires sont régulièrement prises à l'encontre de certains travail-

leurs exerçant leurs droits légitimes à la revendication », a mentionné Fridolin Mve Messa.

Du coup, c'est, entre autres, la fracture sociale qui s'amplifie davantage et entraîne l'incapacité des travailleurs à se nourrir, à s'éduquer, à se loger, etc. Ce sont des licenciements massifs et abusifs observés dans tous les secteurs d'activité qui apparaissent, avec parfois la complicité des inspecteurs du Travail.

« Face à ces manquements, nous, travailleurs du Gabon, nourrissons l'espoir de voir, enfin, le gouvernement prendre en considération nos préoccupations et exigeons, dans le même temps, l'ouverture des négociations. Dans le cas contraire, nous nous réservons le droit d'user des moyens légaux mis à notre disposition par le législateur, pour nous faire entendre », a conclu M. Mve Messa.